

Hadopi : vivra ? vivra pas ?

Nicolas Sarkozy a verbalement reconnu des "maladresses" dans la riposte graduée, mais l'Elysée a ensuite publié un communiqué soutenant le dispositif.

Nicolas Sarkozy a levé les yeux de son texte pour confier, ce mercredi lors de l'installation de Conseil National du Numérique, son sentiment sur la loi Hadopi.

"Hadopi est un sujet qui a pu nous fâcher. Par contre Hadopi n'a jamais été une fin en soi. C'est à un moment donné de l'histoire, une solution trouvée à un impératif catégorique immuable dans mon esprit qu'est là défense de la propriété intellectuelle", a expliqué le chef de l'Etat en poursuivant : "l'intuition que j'avais, c'est qu'on ne pouvait pas (abandonner) les créateurs. Peut-être que la maladresse a été de donner le sentiment que vous étiez attaqués".

Nicolas Sarkozy a par ailleurs indiqué qu'il était disposé à une troisième voire une quatrième version du texte *'qui signerait la fin de la Hadopi si les acteurs du numérique réussissent à trouver des moyens de rétribuer justement les créateurs'*.

Peu de temps après son discours, [l'Elysée publiait cependant un communiqué](#) qui réaffirmait son soutien au dispositif en vigueur : *"Le président de la République qui n'a jamais fait état, contrairement aux termes employés par certains médias, d'une remise en cause de ce dispositif. Le chef de l'Etat a souligné tout au contraire son souci de faire partager la préoccupation de la France en ce domaine par ses partenaires du G8 à l'occasion du prochain sommet de Deauville"*.